



Cahier des Clauses Administratives Particulières CCAP

Marché n° 25 005 PNCAL

Fabrication et la fourniture de signalétiques pour l'orientation, la sensibilisation et l'information du public en cœur du Parc national des Calanques

- Lot 1 : signalétique réglementaire, informationnelle et directionnelle ainsi que les supports associés, conformes à la Charte signalétique des Parcs nationaux de France.
- Lot 2 : signalétique dite « d'appoint et d'urgence » principalement composée de panneaux en alu-Dibond, de bâches et d'autocollants.
- Lot 3 : signalétique routière, et ses supports, du PNCAL.

1 Caractéristiques générales des accords-cadres	4
1.1 Objet des accords-cadres	4
1.2 Forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique.....	4
1.3 Pièces constitutives de l'accord-cadre	4
1.3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	5
1.3.2 Pièces particulières des marchés subséquents	5
1.4 Durée de l'accord-cadre	5
1.5 Contacts.....	5
1.6 Modalités d'exécution des bons de commande.....	5
Restrictions au principe d'exclusivité	6
1.6 Modalités d'exécution des marchés subséquents.....	6
Restrictions au principe d'exclusivité	7
2. Prestations de l'accord-cadre	7
2.1 Définition et contenu des prestations.....	7
2.2 Droit de propriété et confidentialité	7
2.3 Exécution des prestations	8
2.3.1 Lieux d'exécution et de livraison	8
2.3.2 Horaires de livraison	8
2.3.3 Modalités de livraison.....	8
2.3.4 Responsabilité du titulaire	9
2.3.5 Moyens mis à disposition du titulaire	9
2.4 Délais d'exécution	9
2.5 Contrôle de l'exécution des prestations, opération de vérifications et admission.....	10
2.7 Sous-traitance	11
3 Aspect financier	11
3.1 Prix	11
3.1.1 Forme des prix.....	11
3.1.2 Contenu des prix	11
3.1.3 Variation des prix	11
3.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée	13
3.1.5 Offre promotionnelle.....	13
3.2 Modalités financières	13

3.2.1 Modalités de règlement.....	13
3.2.2 Périodicité des paiements.....	14
3.2.3 Délais de paiements	14
3.2.4 Avance	14
3.2.5 Cession – nantissement.....	14
3.2.4 Retenues de garanties	14
3.3 Pénalités	14
Pour le lot 2 :	15
• 15 % du montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent objet du retard, par jour calendaire de retard.	15
4 Assurance, différends et litiges	15
4.1 Assurance.....	15
4.2 Litiges.....	15
4.3 Résiliation du marché.....	15
5 Gestion des attestations légales – HIVEO	15
6 Dérogations	16

1 Caractéristiques générales des accords-cadres

1.1 Objet des accords-cadres

Le présent accord-cadre a pour objet la fabrication et la fourniture de signalétiques pour l'orientation, la sensibilisation et l'information du public en cœur du Parc national des Calanques (PNCAL).

Il se décompose en 3 lots qui concernent respectivement :

- Lot 1 : signalétique réglementaire, informationnelle et directionnelle ainsi que les supports associés, conformes à la Charte signalétique des Parcs nationaux de France.
- Lot 2 : signalétique dite « d'appoint et d'urgence » (mise en défend, zones de travaux...) principalement composée de panneaux en alu-Dibond, de bâches et d'autocollants.
- Lot 3 : signalétique routière, et ses supports, du PNCAL.

Les spécifications techniques sont décrites dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) propres à chaque lot.

1.2 Forme de l'accord-cadre et références aux articles du Code de la commande publique

Marché passée en appel d'ouvert, en vertu de l'article R.2124-2 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant application du code de la commande publique. Procédure allotie (article R.2113.1).

Accords-cadres à bons de commande mono attributaire (R.2162-9), à bons de commande (articles R 2162-13 et 2162-14) et à marchés subséquents (articles R 2162-7 à 2162-9).

NOTA : certains marchés subséquents peuvent être exécutés en partie sur bons de commande (R.2162-13 et 14).

Le montant maximal annuel de chaque lot est respectivement de :

- Lot 1 : 58 400 € HT
- Lot 2 : 8 400 € HT
- Lot 3 : 16 700 € HT

1.3 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

1.3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

Les pièces constitutives de l'accord cadre sont des pièces particulières et des pièces générales.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent document, sont réputées connues de l'entreprise.

- L'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre et son annexe financière le bordereau des prix unitaires (BPU), et le catalogue ou barème du titulaire,
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 31 mars 2021 (JORF du 1^{er} avril 2021),
- Le mémoire technique.

1.3.2 Pièces particulières des marchés subséquents

- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses annexes éventuelles.

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à sa date de notification.

Sa durée est d'un an à compter de la date de notification.

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite au plus 3 fois pour la même durée, l'accord-cadre ne pouvant excéder une durée totale maximale de 4 ans.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, celle-ci fait l'objet d'une décision expresse du PNCaI notifiée au titulaire de l'accord-cadre au plus tard deux mois avant la date anniversaire de la notification.

1.5 Contacts

Les coordonnées de l'interlocuteur principal désigné, et représentant de l'acheteur, est communiqué au titulaire à notification du marché.

1.6 Modalités d'exécution des bons de commande

Pour chacun des lots, les bons de commande sont passés sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande sont émis par le PNCaI au fur et à mesure des besoins pendant la durée de l'accord-cadre.

Ils peuvent être adressés par courriel ou via le site internet du titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le bon de commande précise la référence de l'accord-cadre, le numéro du lot et le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, la désignation des fournitures demandées, le délai ou la date, et le lieu de livraison.

Observation sur les bons de commande :

En dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, si le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande, qui lui est notifié, appelle des observations de sa part, il doit en faire part au signataire du bon de commande concerné, dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Commande hors BPU

A la condition expresse que l'objet de la commande soit conforme au périmètre du marché, et dans la limite de 2 000 euros TTC par bons de commande (par exemple : matériel identifié dans le BPU mais dimensions différentes, etc.), des bons de commande peuvent être passés pour la fabrication d'un panneau ou de son support associé non prévue au bordereau des prix unitaires.

Ces panneaux ou poteaux non prévus au BPU mais devenus nécessaires peuvent être commandés sur le catalogue ou le barème du titulaire, ou sur la base d'un devis.

Restrictions au principe d'exclusivité

S'il paraît impossible au titulaire de respecter la date d'exécution ou de livraison maximale exigée, ou s'il est dans l'impossibilité technique de fournir le matériel demandé, il est tenu d'en avertir le PNCaI.

Dans ce cas, le PNCaI peut alors de plein droit s'adresser à une autre entreprise pour commander les panneaux et/ou les poteaux.

1.6 Modalités d'exécution des marchés subséquents

L'accord-cadre peut également s'exécuter par la passation de marchés subséquents lorsqu'un besoin relève d'une demande spécifique non récurrentes et qui ne relèvent pas de la passation des bons de commande hors BPU, et qu'ils ne peuvent en conséquence être précisément définis en amont et ne sont pas identifiables dans le catalogue du titulaire.

Les marchés subséquents sont composés d'un acte d'engagement qui précise la nature du matériel demandé et le délai d'exécution.

Une décomposition du prix du marché subséquent peut être demandée au titulaire. Son offre de prix est contrôlée afin d'en apprécier la cohérence avec les prix proposés dans le bordereau des prix unitaires.

Restrictions au principe d'exclusivité

En l'absence de réponse dans le délai maximal fixé pour le marché subséquent, le PNCal est délié de l'exclusivité contractuelle dont bénéficie le titulaire de l'accord-cadre.

Dans le cadre des marchés subséquents, au moment de la consultation, s'il paraît impossible pour le titulaire de respecter la date d'exécution maximale exigée, il est tenu d'en avertir le service qui le sollicite en déclinant l'invitation à soumissionner.

Dans les cas sus cités, en absence d'offre, le PNCal peut alors de plein droit s'adresser à une autre entreprise pour faire exécuter les prestations.

Le titulaire de l'accord cadre s'engage en outre à proposer, lors de la conclusion des marchés subséquents, au moins des prix correspondants aux tarifs en vigueur dans la profession. Ainsi, s'il apparaît que l'offre présentée par le titulaire de l'accord cadre est manifestement surévaluée sans justifications spécifiques, le PNCal se réserve le droit de faire appel à une autre société pour l'exécution des prestations concernées. Le titulaire de l'accord cadre est alors dessaisit de son droit d'exclusivité sur ces prestations.

Le titulaire de l'accord cadre est également dessaisit de son droit d'exclusivité si le délai d'exécution proposé pour un marché subséquent est manifestement exagéré au regard du type de prestations à réaliser ou s'il s'avère dans l'incapacité technique de répondre à la demande du PNCal.

L'absence d'offres ou des offres surévaluées ou des délais d'exécution abusifs répétés pourront entraîner la résiliation de l'accord cadre auprès du titulaire défaillant dans les conditions prévues à l'article 4.3 du présent CCAP.

2. Prestations de l'accord-cadre

2.1 Définition et contenu des prestations

Le périmètre de la prestation, ses spécifications techniques et ses modalités d'exécution figurent au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) propre à chaque lot.

2.2 Droit de propriété et confidentialité

Le PNCal reste propriétaire de tous les supports et modèles fournis au titulaire. Il conserve la propriété littéraire et artistique du contenu de la maquette, notamment de son logo.

Les renseignements remis au titulaire de l'exécution des bons de commande ne peuvent être communiqués à titre gratuit ou onéreux à des tiers. Le titulaire s'interdit d'en faire un usage autre que celui prévu au marché.

Le personnel intervenant pour le compte du titulaire de l'accord cadre est placé sous sa responsabilité et astreint au secret professionnel.

2.3 Exécution des prestations

2.3.1 Lieux d'exécution et de livraison

Les prestations de fabrication sont effectuées dans des locaux placés sous la responsabilité du titulaire de l'accord-cadre.

Le lieu de livraison est indiqué sur le bon de commande.

Les points de livraison sont :

- PNCAL Paradou - Impasse Paradou Bâtiment A4 – 13009 Marseille
- PNCAL Vaufrèges – 229 route Léon Lachamp – 13009 Marseille
- Siège – 141 avenue du Prado – bâtiment A 3^e étage – 13008 Marseille

2.3.2 Horaires de livraison

Il est impératif de prendre rendez-vous en téléphonant à l'interlocuteur désigné au plus tard deux heures ouvrées avant la livraison.

Les lieux de livraison (lots 1 à 3) sont spécifiés à l'article 7 de chacun des CCTP.

Concernant le lot 2, outre la livraison aux adresses indiquées, il est prévu la possibilité d'un retrait dans les locaux du titulaire par le PNCaI, en cas de besoin et si la situation géographique du titulaire le permet.

Les livraisons s'effectuent les jours ouvrés du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h30.

2.3.3 Modalités de livraison

La livraison des panneaux et supports associés est effectuée sous la responsabilité du titulaire.

Toute erreur sur le lieu ou la date de livraison implique la reprise par le livreur et le réacheminement à la charge du titulaire.

Le titulaire doit s'assurer du suivi intégral de la livraison, de la remise des prestations au destinataire approprié et du respect des dispositions des bons de commande.

- L'identification du titulaire (Nom, adresse),
- La référence de l'accord cadre, du lot et celle du bon de commande ou du marché subséquent,
- La dénomination des matériels mis à disposition,
- Le montant total H.T,
- Le taux et le montant de la T.V.A,
- Le montant total T.T.C,
- La date de livraison.

Le titulaire signale à l'acheteur, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations. Il en informe impérativement l'acheteur par courrier électronique même s'il a au préalable téléphoné.

2.3.4 Responsabilité du titulaire

Il s'engage à assurer la qualité et le suivi des prestations pendant toute la durée de l'accord cadre et garantit un suivi particulier du client, en précisant les coordonnées d'un chargé de clientèle et d'informer le PNCAL, dans les plus brefs délais, d'un éventuel changement d'interlocuteur.

Obligation de conseils et d'information

En sa qualité de professionnel et donc de spécialiste du domaine objet du marché, le titulaire est tenu à une obligation de conseil pour permettre la bonne exécution des prestations.

2.3.5 Moyens mis à disposition du titulaire

Le PNCAL fournit la maquette nécessaire à la réalisation des fournitures et selon les modalités décrites au CCTP.

2.4 Délais d'exécution

Le titulaire est tenu de respecter les délais présentés dans son offre.

Une attention particulière doit être portée aux délais du lot 2 car il s'agit de signalétique d'urgence et d'appoint pour lesquels des délais beaucoup plus courts sont exigés.

Néanmoins, selon la spécificité de la demande (contraintes techniques de fabrication) et/ou de l'extrême urgence de la demande, les délais peuvent être légèrement modifiés :

- Sur décision expresse du PNCAL s'ils sont rallongés,
- Sur validation du PNCAL, sur demande du titulaire, le créneau de livraison peut être reprogrammé s'il justifie de précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison (tournées de livraison, conditionnement... et ce, afin de regrouper la livraison des commandes d'un même bénéficiaire ou de plusieurs bénéficiaires dans le même périmètre géographique),
- Sur un commun accord entre le représentant du PNCAL et du titulaire si les délais doivent être inférieurs à ceux sur lesquels s'est engagé le titulaire.

Par défaut, c'est le délai minimal sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre qui s'applique.

Le non-respect des délais entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 3.3 du présent document.

Le dépassement à plusieurs reprises de ces délais ou le recours fréquent à des livraisons partielles entraînent la résiliation de l'accord cadre auprès du titulaire défaillant dans les conditions fixées au paragraphe 4.3 du présent CCAP.

2.5 Contrôle de l'exécution des prestations, opération de vérifications et admission

Les diverses prestations doivent être conformes aux descriptions faites au cahier des clauses administratives particulières et répondre aux spécifications techniques indiquées au cahier des clauses techniques particulières.

Le PNCaI dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer les vérifications quantitatives et qualitatives. Passé ce délai, la décision d'admission de la prestation est réputée acquise sous réserve des vices cachés. L'admission entraîne le transfert de propriété au profit du PNCaI.

2.6 Ajournement, réfaction et rejet des prestations

Ajournement

Lorsque le PNCaI estime que des prestations peuvent être admises avec certaines mises au point, elle en prononce l'ajournement en invitant le titulaire à les présenter à nouveau après avoir effectué les mises au point.

En dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG/FCS, le délai maximal pour présenter les prestations après mise au point est fixé à 5 jours ouvrés.

Par dérogation à l'article 30.2.1, le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai d'un jour ouvré à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus ou de silence du titulaire dans ce délai, les prestations peuvent être admises avec réfaction ou rejetées dans les conditions fixées aux paragraphes suivants.

Réfaction

Lorsque le PNCaI estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, elle peut prononcer une réfaction qui consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Rejet

Lorsque le PNCaI estime que des prestations ne peuvent être admises en l'état, même

avec réfaction, elle en prononce le rejet total ou partiel.

En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, d'exécuter de nouveau la prestation commandée dans le délai du marché.

2.7 Sous-traitance

La déclaration de sous-traitance (DC4) précise tous les éléments de l'article R 2193-1 à 4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018, et pris en application de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et indique notamment ce qui doit être réglé respectivement aux sous-traitants éventuels.

3 Aspect financier

3.1 Prix

3.1.1 Forme des prix

Les prix listés dans le bordereau des prix unitaires, et dans le catalogue ou barème du titulaire, sont unitaires.

Les prix unitaires sont révisables. Ils sont établis en euros hors taxe aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

Les prix des commandes sur devis et sur marchés subséquents sont forfaitaires. Ils sont fermes.

3.1.2 Contenu des prix

Les prix unitaires et les prix forfaitaires sont des prix tout compris (fourniture des matériaux utilisés pour la signalétique et ses supports, leur impression, leur montage, leur conditionnement pour le transport et la livraison, frais de gestion, marge, charges fiscales et parafiscales...).

3.1.3 Variation des prix

Les prix les prix figurant au BPU sont révisés annuellement au 1^{er} jour du mois de notification du marché par application de la formule suivante :

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial

Ind = dernier indice mensuel (ou trimestriel) définitif connu au mois (ou au trimestre) précédant celui de la révision

Indo = indice du mois (ou du trimestre) de fixation du prix dans l'offre

➤ Pour le lot 1

$$P = P_o * [0.35 \times (\text{Ind1}/\text{Indo1}) + 0.35 \times (\text{Ind2}/\text{Indo2}) + 0.30 (\text{Ind3}/\text{Indo3})]$$

➤ Pour le lot 2 :

$$P = P_o * [0.35 \times (\text{Ind1}/\text{Indo1}) + 0.25 \times (\text{Ind2}/\text{Indo2}) + 0.25 \times (\text{Ind4}/\text{Indo4}) + 0.15 \times (\text{Ind5}/\text{Indo5})]$$

➤ Pour le lot 3 :

$$P = P_o * [0.35 \times (\text{Ind1}/\text{Indo1}) + 0.15 \times (\text{Ind2}/\text{Indo2}) + 0.20 \times (\text{Ind4}/\text{Indo4}) + 0.15 \times (\text{Ind6}/\text{Indo6}) + 0.15 \times (\text{Ind7}/\text{Indo7})]$$

Identifiant	Désignation	Indice	Lot(s)
001565183	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – industries mécaniques et électriques (NAF rév.2 postes 25-30 32-33) – base 100 en décembre 2008.	Ind 1	1, 2 et 3
	Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 Insee		
010766502	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services. Prix de marché – base 2021 – Données trimestrielles brutes	Ind 2	1, 2 et 3
	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services Insee		
010764118	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16.21 – Panneaux et placages à base de bois. Prix de marché – base 2021 – données mensuelles brutes	Ind 3	1
	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 16.21 – Panneaux et placages à base de bois Insee		
010764190	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.42 – aluminium. Prix de marché – base 2021 – données mensuelles brutes	Ind 4	2 et 3
	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.42 – Aluminium Insee		
010763821	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.16 – PVC et mélanges à base de PVC. Prix de marché – base 2021 – données mensuelles brutes	Ind 5	2
	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.16 – PVC et mélanges à base de PVC Insee		
010763880	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.10 – produits sidérurgiques en acier allié. Prix de marché – base 2021 – données mensuelles brutes	Ind 6	3
	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 24.10 – Produits sidérurgiques en acier allié Insee		
001710956	Index du bâtiment – BT10 – revêtements en plastiques – base 2010	Ind 7	3
	Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 Insee		

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision est calculée avec les valeurs définitives des indices ; il n'est pas prévu de révision provisoire des prix.

Lorsqu'une série est arrêtée, la série équivalente utilisée pour le calcul de la révision des prix est celle proposée par l'INSEE en remplacement de la série arrêtée.

L'application de la révision des prix est à la charge du titulaire, qui doit y procéder conformément aux stipulations du marché lors de l'établissement de la facturation. En cas d'inexactitude de celle-ci, la facture est rejetée au motif de révision des prix non conforme aux clauses du marché.

En dérogation à l'article 10.2.2, les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande.

3.1.4 Taxe sur la valeur ajoutée

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est appliquée au taux légal connu lors de l'exécution des prestations. Dans le cas de variation de la taxe sur la valeur ajoutée, il sera tenu compte de cette variation dans les prix de règlement.

3.1.5 Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer une offre promotionnelle au PNCAL et il s'engage à lui faire bénéficier, à tout moment, de toute baisse de prix pratiquée à l'égard de sa clientèle professionnelle, qu'il s'agisse d'une offre promotionnelle de durée limitée ou d'une baisse de prix liée à une modification de réglementation, et donc pour la durée du présent accord-cadre.

Dans ce cas, le bordereau des prix unitaires est mis à jour sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, de la même façon que pour les révisions de prix.

3.2 Modalités financières

3.2.1 Modalités de règlement

Facturation

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. La facture est émise après remise complète au PNCAL de la totalité des matériels commandés.

La facture comporte, outre les mentions légales, les mentions suivantes : dates, références (numéro et désignation de l'accord-cadre, numéro du lot et numéro du bon de commande), numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande, et la désignation des prestations exécutées/fournitures livrées ainsi que la période concernée, sous peine de rejet.

Elle est libellée à l'adresse de l'Office français de la Biodiversité / Parc national des Calanques

Service facturier

Immeuble Le Tabella

125 impasse Adam Smith

34470 Pérols

Les **factures** sont transmises uniquement par **voie dématérialisée** via le portail **Chorus Pro** en indiquant le n° de SIRET **130016793 00023**, le numéro d'engagement juridique (EJ) et la référence de l'accord-cadre et du lot.

3.2.2 Périodicité des paiements

Le paiement est effectué après service fait (constatation de la livraison initiale et de sa conformité à la commande), sur présentation de la facture établie par le titulaire.

3.2.3 Délais de paiements

La monnaie de l'accord cadre et des marchés subséquents est l'euro.

Le PNCaI procède au paiement des sommes dues dans un délai maximal de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le délai global peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires ; le délai après la suspension est obligatoirement de 30 jours, à partir de la date de fin de suspension.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3.2.4 Avance

Aucune avance n'est prévue.

3.2.5 Cession – nantissement

L'exemplaire unique nécessaire à la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance est délivré, sur demande écrite du titulaire, par la personne publique selon les conditions définies aux articles R 2191 - 45 à 47 du décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018.

Les certificats de cessibilité sont adressés au comptable assignataire des paiements :

Agent comptable

Office français de la Biodiversité - Pôle de Montpellier

Immeuble Le Tabella

125, Impasse Adam Smith

34470 PEROLS

3.2.4 Retenues de garanties

Sans objet.

3.3 Pénalités

Lorsque le délai défini dans le bon de commande et ne relève pas du fait du PNCaI, le titulaire encourt des pénalités sans mise en demeure.

En dérogation à l'article 14.1.3, les pénalités sont appliquées quel que soit leur montant mais ne peuvent excéder 15 % du marché.

En dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, le montant des pénalités est fixé à :

Pour les lots 1 et 3 :

- 5 % du montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent objet du retard, par jour calendaire de retard,

Pour le lot 2 :

- 15 % du montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent objet du retard, par jour calendaire de retard.

Autre pénalité :

Dans le cas où l'interlocuteur désigné serait absent et non remplacé :

- 5% du montant maximal annuel par semaine ouvrée d'absence.

4 Assurance, différends et litiges

4.1 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

4.2 Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas d'échec de la procédure amiable, une procédure contentieuse emportera saisine du tribunal administratif de Marseille selon les lois et les règlements en vigueur en France.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

4.3 Résiliation du marché

Le PNCaI se réserve la possibilité de résilier, sans indemnités, le titulaire du marché, en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues ou de non-respect des plannings. L'éviction d'un titulaire peut intervenir après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

5 Gestion des attestations légales – HIVEO

Afin de respecter ses obligations en matière de réglementation du travail, le titulaire s'engage à utiliser les services de la société HIVEO (HIVEO – RCS Lyon 527 737 738 –

www.hiveo.fr), pour la diffusion des documents administratifs tiers exigés dans le cadre du présent contrat et à en autoriser l'accès au Donneur d'ordre (l'acheteur). Cette plateforme est entièrement gratuite pour le titulaire.

En cas d'abonnement à la plateforme Attestation Légale, le dossier du titulaire est automatiquement synchronisé sur la solution HIVEO. Le titulaire s'engage à maintenir son abonnement actif pendant toute la durée du présent marché. Il s'engage en outre à répondre dans les 8 jours à toute demande de transmission de documents administratifs pendant toute la durée du marché.

Dans les 8 jours qui suivent la notification du marché, il doit créer un compte gratuit sur HIVEO et pouvoir en apporter la preuve à l'acheteur sur simple demande. Le compte doit être maintenu actif pendant toute la durée du présent marché.

Le titulaire s'engage à répondre dans les 8 jours à toute demande de transmission de documents administratifs par HIVEO pendant toute la durée du marché. Dans le cas où les documents réclamés ne seraient pas transmis dans les délais, le donneur d'ordre se réserve la possibilité d'interdire la poursuite du contrat en attendant qu'il ait fait diligence. Si le titulaire ne répond pas dans le délai imparti, le donneur d'ordre se réserve le droit d'appliquer les mesures prévues au marché en matière de résiliation.

Le fournisseur s'engage sur l'honneur à la sincérité et à l'exhaustivité dans les éléments et documents transmis à HIVEO.

6 Dérogations

Articles du CCAP	Articles du CCAG	Points dérogés
2.6	3.2.1	Délais de présentation des prestations après ajournement et délai d'acceptation du titulaire
2.6	3.2.2	Délai exprimé en jours ouvrés au lieu de calendaires
3.1.3	10.2.2	Prix à payer applicable à la date de la commande
3.3	14.1.1 et 14.1.3	Non exonération et calcul du montant des pénalités